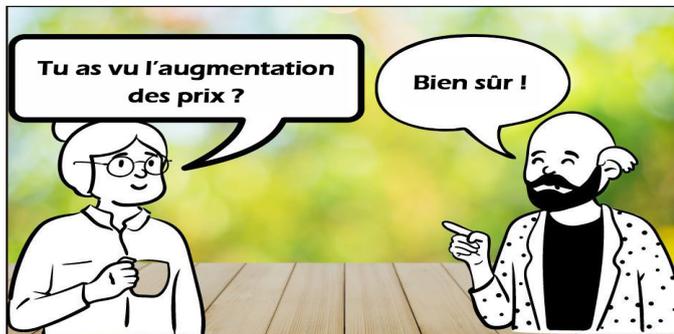


15 juin : augmenter les pensions, une urgence sociale !



Aujourd'hui, nous, retraité.es, subissons de plein fouet les effets délétères de l'inflation. Face à une inflation à 2 chiffres, notamment sur l'énergie et les produits alimentaires, la réponse de ce gouvernement c'est la politique des petits chèques, c'est encore le mépris de classe qui caractérise le banquier qui nous gouverne. Il esquivé de ce fait toutes les mesures qui pourraient fâcher ses riches amis : **augmenter salaires, pensions et retraites.**

Pourtant, malgré cette méprisante charité, les retraité.es sont de plus en plus pauvres.

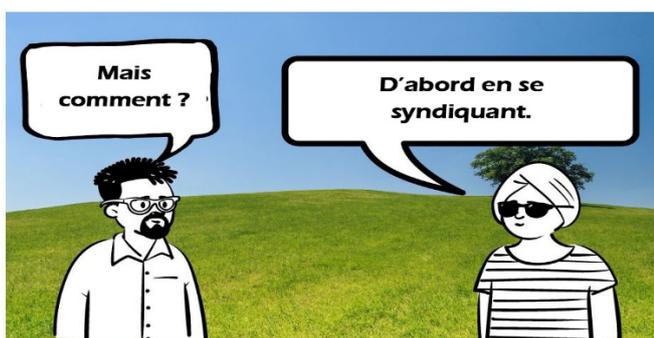
Ils et elles sont 49% à renoncer aux loisirs, aux vacances ; 13 % ont recours à des associations caritatives et aux magasins de déstockage ; 22 % renoncent à des soins et 33 % accèdent avec difficulté aux transports. En ruralité, l'écart se creuse encore plus.



De mars 2022 à mars 2023, l'Indice des prix à la consommation harmonisé a augmenté de 7,3 %, mais les prix des produits alimentaires grimpent de 15,8 %. Cela contraint les retraités à se nourrir de moins en moins bien avec un impact réel sur leur santé.

La hausse des prix des produits alimentaires affecte en premier lieu les familles les moins aisées, notamment les retraités.

À l'opposé, entre octobre 2021 et décembre 2022, les profits des entreprises de l'agroalimentaire ont doublé.



Face à ce constat, augmenter les retraites est une nécessité incontournable.

Notre exigence d'une pension ou retraite minimale à 2 000 euros, brute et mensuelle, est plus que jamais d'actualité.

Il nous faut aussi revendiquer la restitution de nos pertes en pouvoir d'achat depuis de nombreuses années, pour tous les retraités quel que soit le niveau de leur pension et retraite.

La CGT réclame 10% d'augmentation sur l'ensemble des retraites de base et complémentaires et des mesures immédiates et revalorisantes pour les petites retraites.

Face aux moins de Macron, le plus reste à construire. Ne lâchons rien sur le montant des pensions, ni sur la retraite à 60 ans, ni sur le besoin d'un bulletin de pension.

Le 15 juin, les retraités agissent dans les départements et dans l'unité, pour l'augmentation des pensions.

